

## *diagonale* Un parfum d'indépendance : la Catalogne a déjà son département des Affaires étrangères

**V**oilà un homme avec qui la N-VA flamande devrait chercher à prendre langue (même si c'est un ex-écolo !): Raül Romeva. Cet ex-député européen espagnol du groupe des Verts, de 2004 à 2014, vient d'être nommé à un poste stratégique et tout nouveau dans l'exécutif régional séparatiste de Catalogne : celui de ministre des Affaires étrangères, des Relations institutionnelles et de la Transparence. Romeva devient le patron d'un nouveau ministère des Affaires étrangères, doté des compétences régaliennes caractéristiques d'un Etat.

La Catalogne avait déjà boosté son réseau « diplomatique » à l'étranger, l'an dernier - avec notamment un représentant permanent à Bruxelles, auprès de l'UE : Amadeu Altafaj, un ancien porte-parole de Louis Michel (entre autres). Et un « secrétariat aux Affaires étrangères et européennes » existait déjà Barcelone. Mais, avec le nouveau département, et le ministre, la Catalogne entre dans une autre dimension.

Mission : projeter la Catalogne sur la scène internationale pour expliquer « *qui et ce que nous sommes, montrer ce à quoi nous pouvons contribuer en tant que pays* », a expliqué le nouveau chef de la diplomatie en prenant ses fonctions, effectives ce vendredi. « *Il est impor-*

*tant de nouer des connexions internationales pour expliquer notre feuille de route pour la construction d'un nouvel Etat* ». Exactement ce qui intéresse la N-VA, qui vient de confier, à un duo d'experts du parti, la tâche de plancher sur un scénario de scission de la Belgique !

La « feuille de route » des indépendantistes catalans, développée après leur victoire électorale aux régionales du 27 septembre, était moribonde - le chef de l'exécutif sortant, Artur Mas, ne parvenant pas à former un gouvernement majoritaire. Mais son retrait, décidé le week-end dernier au profit de Carles Puigdemont, un vrai coup de théâtre, a relancé la machine. Les sécessionnistes catalans se sont officiellement donné 18 mois pour aboutir à leurs fins, en dotant progressivement la riche région espagnole de toutes les structures nécessaires pour assumer son indépendance. Laquelle ne sera pas déclarée unilatéralement par le Parlement issu des élections de septembre, a promis Puigdemont, estimant ne pas disposer encore de la « *puissance nécessaire* » - le résultat du scrutin était plutôt « *ric-rac* » pour les indépendantistes.

Romeva insiste : son département s'emploiera sans relâche à mener « *un dialogue permanent* » tous azimuts : avec Madrid, avec l'Europe, avec le reste du monde. Et le nouveau gouvernement, a-t-il dit, avancera par la diplomatie, sans controverse ni confrontation. A méditer à la N-VA, dont le ministre Jambon a déjà dit - au mépris de ses partenaires de coalition - que l'équipe Michel devrait reconnaître l'indépendance de la Catalogne ? ■

PHILIPPE REGNIER